

# Livre blanc

## Première édition du Forum Économique Sénégal-Mauritanie (FESM)

Dakar, 30 septembre et 1er octobre 2024



## Sigles

- FESM : Forum Économique Sénégal-Mauritanie
- OMVS : Organisation pour la mise en valeur du fleuve Sénégal
- CNPS : Conseil National du Patronat du Sénégal
- UNPM : Union Nationale du Patronat Mauritanien
- APIX : Agence pour la Promotion des Investissements et des Grands Travaux
- APIM : Agence de Promotion des Investissements en Mauritanie
- CCIAD : Chambre de Commerce d'Industrie et d'Agriculture de Dakar
- CCIAM : Chambre de Commerce, d'Industrie et d'Agriculture de Mauritanie
- FONGIP : Fonds de Garantie d'Investissement Prioritaire
- ZLECAF : Zone de Libre-Échange Continentale Africaine

# MERCI À TOUS LES



FESM  
FORUM ECONOMIQUE  
SÉNÉGAL-MAURITANIE

# PARTENAIRES



# Introduction

Initié par le ministère sénégalais des Affaires Étrangères, à travers son excellence **Birome Diagne**, ambassadeur du Sénégal en Mauritanie, la première édition du Forum Économique Sénégal Mauritanie s'est déroulée à l'hôtel Azalai de Dakar les 30 septembre et 1er octobre 2024. En présence, notamment, des personnalités suivantes :

**SEM Serigne Guèye DIOP**, Ministre sénégalais de l'Industrie et du Commerce, qui a présidé les cérémonies d'ouverture et de clôture, remplaçant dans cette dernière étape, **SE madame Yassine Fall**, ministre de l'Intégration africaine, des Affaires étrangères et des Sénégalais de l'étranger, empêchée.

- **SEM. Thiam Tidjani**, Ministre des Mines et de l'Industrie de la Mauritanie.
- **SEM. Birame Souleye Diop**, ministre sénégalais de l'Energie, du Pétrole et des Mines
- **SEM. Mohamed Ould Mohamed Maalainine Ould Khaled**, ministre mauritanien de l'Energie et du pétrole
- **Mohamed Abdel Vetah**, Haut-Commissaire de l'Organisation pour la mise en valeur du fleuve Sénégal (OMVS)
- **Ba Mamadou Abdoulaye**, Président de l'Autorité de la Zone Franche de Nouadhibou.
- **Bakary Séga Bathily**, Directeur Général de l'Agence pour la promotion des investissements et des grands travaux (APIX), Sénégal.
- **Aissata Lam**, Directrice Générale de l'Agence de Promotion des Investissements en Mauritanie (APIM)
- **Baïdy Agne**, Président du Conseil National du Patronat du Sénégal (CNPS)
- **Mohamed Zeine El Abidine Ould Cheikh Ahmed**, Président de l'Union Nationale du Patronat Mauritanien (UNPM).
- **Pierre Goudiaby Atepa**, président du Club des Investisseurs du Sénégal (CIS)
- **Sidi Khalifou**, président du Club des entrepreneurs de Mauritanie
- **Adama Lam**, président de la Confédération nationale des employeurs du Sénégal (CNES).
- **Abdoulaye SOW**, Président de la Chambre de Commerce d'Industrie et d'Agriculture de Dakar (CCIAD).
- **Olivier Kamanzi**, Financier et Président de la Chambre de Commerce Africaine de Chicago
- **Mohamed Waled**, vice-président de la Chambre de Commerce, d'Industrie et d'Agriculture de Mauritanie
- Les présidents des réseaux des parlementaires pour l'entente sénégal-mauritanienne.

## Signature des conventions

- Lancement du **Conseil d'affaires Sénégal-Mauritanien** signé par Baïdy Agne, Président du Conseil National du Patronat du Sénégal (CNPS) et Mohamed Zeine El Abidine Ould Cheikh Ahmed, Président de l'Union Nationale du Patronat Mauritanien (UNPM).
- Signature d'un **MOU** entre Bakary Séga Bathily, Directeur Général de l'Agence pour la Promotion des Investissements et des grands travaux (APIX) et Aissata LAM, Directrice Générale de l'Agence de Promotions des Investissements en Mauritanie (APIM).
- Signature d'un **MOU** entre Abdoulaye SOW. Président de la Chambre de Commerce d'Industrie et d'Agriculture de Dakar (CCIAD) et Mohamed Waled, vice-président de la Chambre de Commerce, d'Industrie et d'Agriculture de Mauritanie.
- **Convention** signée entre Abdoulaye SOW, Président de la Chambre de Commerce d'Industrie et d'Agriculture de Dakar (CCIAD) et Olivier Kamanzi, Financier et Président de la Chambre de Commerce Africaine de Chicago.
- **Convention** signée entre Pierre Goudiaby Atepa, président du Club des Investisseurs du Sénégal (CIS) et Sidi Khalifou, président du Club des entrepreneurs de Mauritanie .
- **Convention** entre Ahmed Khattry, Directeur Général du Port de Tanit de Mauritanie et Lamine Fall, président de la société SK Probat.

# Déclarations ministérielles



De gauche à droite : SEM Serigne Guèye Diop, ministre sénégalais de l'Industrie et du Commerce, SEM. Mohamed Ould Mohamed Maalainine Ould Khaled, ministre mauritanien de l'Énergie et du pétrole, SEM. Birame Soulyèye Diop, ministre sénégalais de l'Énergie, du Pétrole et des Mines, SEM. Thiam Tidjani, Ministre des Mines et de l'Industrie de la Mauritanie.

Après le mot de bienvenue prononcé par **Serigne Dieye**, Directeur de Cabinet de la Ministre des Affaires Etrangères du Sénégal, voici les temps forts des allocutions ministérielles, le 30 septembre 2024, lors de l'ouverture du FESM :

«Le partenariat noué par la Mauritanie et le Sénégal dans le domaine de l'énergie est un levier de transformation pour toute la région ouest-africaine », a souligné **le ministre sénégalais de l'Énergie, du pétrole et des mines, Birame Soulyèye Diop**. «Ce partenariat énergétique, basé sur la confiance mutuelle et le respect mutuel des intérêts, est non seulement une belle opportunité pour nos économies respectives, mais aussi un levier de transformation pour toute la région». Le ministre a salué la coopération entre le Sénégal et la Mauritanie, dans l'exploitation des ressources gazières et pétrolières, résultat de cette vision d'un avenir partagé, où la richesse naturelle devient une source de prospérité commune et non de rivalité ».

Les deux pays ont décidé d'exploiter ces ressources de manière «responsable et durable» en veillant à ce que les entreprises locales jouent un rôle «central» dans le secteur énergétique. «Nous avons l'occasion unique de bâtir ensemble un secteur pétrolier, gazier et minier fort et inclusif, qui contribuera à la croissance économique et à la création d'emplois pour nos

citoyens. Pour y parvenir, nous devons surmonter un certain nombre de défis à travers le renforcement des capacités des entreprises sénégalaises et mauritaniennes», a assuré le ministre sénégalais de l'Énergie, du pétrole et des mines. L'exploitation des hydrocarbures doit permettre aux autorités des deux pays d'assurer à leurs compatriotes un «accès universel à l'énergie à un prix abordable».

Et le ministre Birame Soulyèye Diop, partisan d'une approche régionale de l'exploitation des ressources, d'estimer que le FESM est un «cadre idéal» pour le secteur privé sénégalais et celui de la Mauritanie de soutenir cette nouvelle industrie pétrolière et gazière, à l'aide de leurs lois et règlements.

Pour sa part, Mohamed Ould Mohamed Maalainine Ould Khaled, ministre mauritanien de l'Énergie et du pétrole, a déclaré que «la nouvelle transition énergétique entamée à grande vitesse, dans le monde entier, pose pour nos pays en voie de développement plusieurs défis majeurs, mais elle présente également des opportunités à saisir». Pour le ministre, la transition énergétique pose des défis et des contraintes que les deux pays devront relever en valorisant leurs ressources gazières. Le «Gas to Power» reste une priorité stratégique pour les deux pays dans l'accès à l'électricité au niveau local et régional. La Mauritanie a mis en place un code de

l'hydrogène, garantissant d'importants avantages aux investisseurs. La loi sur le contenu local est, par ailleurs, en cours d'adoption. Cette composante «local content» permettra de maximiser l'impact des projets et jettera les bases d'une industrie performante. Aux secteurs privés des deux pays de profiter de ces cadres du «local content» pour se développer et générer de la valeur ajoutée.

Dans son allocution, SEM. Serigne Guèye DIOP, Ministre de l'Industrie et du Commerce du Sénégal, a présenté des chiffres sur l'évolution remarquable des échanges commerciaux entre la Mauritanie et le Sénégal. « Les exportations du Sénégal vers la Mauritanie ont augmenté de façon significative, passant de 39 milliards de francs Cfa en 2019 à 112 milliards de francs Cfa en 2023, soit une hausse de 184% ». De même, les importations du Sénégal depuis la Mauritanie se sont également accrues, passant de 3,3 milliards de francs Cfa en 2019 à 4,6 milliards de francs Cfa en 2023.

Le Ministre de l'Industrie et du Commerce du Sénégal a exprimé son regret concernant le faible niveau des échanges commerciaux entre le Sénégal et la Mauritanie, malgré un potentiel considérable, surtout dans le secteur industriel. Il a souligné que le marché continental (Zlecaf) représente une opportunité pour renforcer l'intégration entre les deux pays et développer leurs chaînes de valeur complémentaires. Pour ce faire, il a appelé à la nécessité de travailler ensemble pour éliminer les barrières tarifaires et non

tarifaires qui entravent le commerce. Impressionné par le dynamisme du secteur privé, il a insisté sur l'importance de l'industrialisation en Afrique, tout en mentionnant les coûts énergétiques élevés comme un frein majeur. Il a également évoqué la collaboration future à travers l'Organisation pour la mise en valeur du fleuve Sénégal (Omvs) pour développer des industries, notamment dans le secteur du phosphate et pour l'agriculture. Le ministre a souligné l'importance d'une synergie entre les secteurs privés et les banques des deux pays pour favoriser les échanges. Il a indiqué que l'industrialisation et les investissements croisés sont la clé pour accroître le volume des échanges. De plus, il a rappelé l'existence de sept à huit Zones économiques spéciales (Zes) au Sénégal, avec l'objectif d'atteindre 45 zones industrielles. Il a enfin encouragé les secteurs privés sénégalais et mauritaniens à établir des mécanismes de collaboration pour exploiter les opportunités d'investissement et promouvoir le contenu local dans les activités industrielles, agricoles et commerciales. Intervenant à ce forum, SEM. Thiam Tidjani, Ministre des Mines et de l'Industrie de la Mauritanie, a d'abord salué la qualité des relations entre les deux pays qui constituent un même peuple et une amitié forgée par des siècles d'histoire commune. « A travers l'OMVS et d'autres institutions, nos deux pays ont prouvé que l'intégration africaine était possible ». Et d'appeler à un développement intégré du secteur de l'élevage. ■

## Allocution des présidents des patronats

En dehors des ministres, les présidents des deux patronats ont pris la parole. Ainsi:

- **Baïdy Agne, Président du Conseil National du Patronat du Sénégal (CNPS)**, a présenté le projet de Conseil d'affaires sénégal-mauritanien, instance paritaire, constituée des membres des patronats des deux pays et sensée renforcer le dialogue sur l'intégration et l'économie. « L'objectif est d'identifier les niches d'opportunités, multiplier les co-investissements productifs et favoriser l'émergence d'acteurs économiques créateurs d'emplois durables, d'emplois pour les jeunes, et de dépasser le cadre du commerce en créant de solides chaînes de valeur ». Et monsieur Agne de citer en exemple le projet gazier Grand Tortue Ahmeyim (GTA) ainsi que des projets structurants dans le domaine de la pêche et des infrastructures.

- **Mohamed Zeine El Abidine Ould Cheikh Ahmed, Président de l'Union Nationale du Patronat Mauritanien, (UNPM)**, a insisté sur les complémentarités entre les deux pays dans différents domaines dont l'Agriculture, appelant à la pérennisation du FESM en une organisation périodique au Sénégal et en Mauritanie.

# Focus pays



De gauche à droite : Bakary Séga Bathily, Directeur Général de l'Agence pour la promotion des investissements et des grands travaux (APIX), Sénégal; Aissata Lam, Directrice Générale de l'Agence de Promotion des Investissements en Mauritanie (APIM).

Ce panel de présentation des atouts des deux pays a été modéré par **Me Jemal Mohamed Taleb**, Avocat au barreau de Paris, associé chez Diamantis and Partners avec comme intervenants **Bakary Séga Bathily**, Directeur Général de l'Agence pour la Promotion des Investissements et des grands travaux (APIX) et **Aissata LAM**, Directrice Générale de l'Agence de Promotions des Investissements en Mauritanie (APIM). Le modérateur a planté le décor en présentant le contexte de faibles échanges entre les deux pays voisins, un cadre juridique peu adapté et des économies basées sur des industries extractives. Situé à 5 heures de l'Europe et à 5 heures des USA, le Sénégal avec 3 000 heures d'ensoleillement, offre un cadre réglementaire pour l'investissement avec 2,6 milliards de dollars d'IDE en 2023. Sur ce montant, la part de l'investissement mauritanien est inexistant, estime le DG de l'APIX, appelant à « combler le déficit d'accès à l'information sur les opportunités d'investissement dans nos deux pays ». Et d'inviter les entreprises des deux pays à s'investir dans les joint-venture, le local content pour capter les opportunités offertes par des projets à l'instar du GTA et dans le développement des chaînes de valeur dans les mines. Le Sénégal travaille sur une révision du code des investissements avec la

prise en compte des zones industrielles et des zones aménagées pour l'investissement, facilitant l'accès au foncier. Le volet développement durable est pris en compte, le Sénégal comptant atteindre 53% de renouvelable dans son mix énergétique d'ici 2030. De son côté, Aissata LAM, Directrice Générale de l'Agence de Promotions des Investissements en Mauritanie (APIM), a présenté les atouts de la Mauritanie, notamment le secteur minier générant 20% du PIB. La diversification de l'économie est au cœur de l'engagement présidentiel. La Mauritanie est entrain de réviser le code des investissements de 2012 avec un accent mis sur la transformation locale, les énergies renouvelables (un code de l'hydrogène vert, le premier au monde, vient d'être adopté) et l'amélioration de l'environnement des affaires. Le nouveau texte devait passer au parlement au courant du mois de novembre 2024. Les axes de développement de la Mauritanie englobent un programme de réalisations de projets d'infrastructures en mode PPP à l'instar du Port en eaux profondes de Nouadhibou. Pour la directrice de l'APIM, les deux agences devront œuvrer pour faciliter l'accès à l'information et le dialogue public-privé. Les deux pays devront faire face au regain d'intérêt de la part des investisseurs suite à la mise en exploitation des



Baidy Agne, Président du Conseil National du Patronat du Sénégal (CNPS)

hydrocarbures. «Il y a une évolution institutionnelle à faire, nous n'avions pas été préparés à accueillir ces ressources», estime Bakary Séga Bathily, parlant d'un gap en termes de ressources humaines. L'autre paradigme, c'est de sortir du dogme des IDE, bases de développement alors que le développement exogène constitue la vraie source d'évolution des pays. Insistant sur l'accompagnement du secteur privé dans la recherche de financement et de partenaires techniques et financiers, le DG de l'APIX estime que «**le panafricanisme complète le souverainisme**». Les projets intégrateurs entre les deux pays, à l'instar du Pont de Rosso et du GTA, sont peu nombreux et la part du secteur privé des deux pays dans ces projets sont importants à évaluer. « Nous avons un atout extraordinaire, c'est le fait de partager le même peuple ».

Présent à la conférence, **Mme Lila Pieters Yahia**, Coordonnatrice résidente des Nations Unies en Mauritanie, estime que la tenue de ce FESM est un moment historique entre les deux pays. «Les Nations Unies souhaitent appuyer le Sénégal et la Mauritanie à une intégration réussie. Il est important de garder la synergie entre l'Etat et le secteur privé». Et de suggérer la création des zones de libre-échange entre les deux pays, dans les domaines de l'Agriculture et le Tourisme. «La création des infrastructures transfrontalières est indispensable. La transition numérique peut jouer un rôle dans ce rapprochement, en intégrant les jeunes, les femmes, en développant des startups et en créant des incubateurs». Le Représentant Résident du PNUD en Mauritanie, **Mansour Ndiaye**, a évoqué les besoins et de dynamique de rupture, d'accélération des progrès et de l'emploi des jeunes dans la perspective des flux migratoires. S'agissant du secteur privé, M. Ndiaye inclut l'informel, part prépondérante dans le tissu économique des deux pays. L'approche stratégique passe, poursuit-il, par réfléchir sur les filières stratégiques, attirant des IDE avec un potentiel d'emplois élevé. Le vrai défi est d'attirer des IDE en dehors du secteur minier. L'identification de ces

filières est extrêmement important. Deuxième aspect, la création des enclaves de compétitivité, les zones économiques spéciales, les parcs industriels... Des opportunités existent comme la zone économique spéciale entre la Côte d'Ivoire et le Ghana, estime M. Ndiaye, citant aussi l'approche chinoise de la sous-traitance, qui voit les entreprises de l'Empire du Milieu se délocaliser au Vietnam et en Ethiopie. Le développement doit se territorialiser. Pour une meilleure adéquation entre l'offre et la demande du travail, des systèmes d'information et de précision relatif au marché du Travail à court et long terme, doivent être disponibles.

Prenant la parole, **Ba Mamadou Abdoulaye**, Président de l'Autorité de la Zone Franche de Nouadhibou, a loué les relations fraternelles entre les deux pays et appelé à des partenariats et des joint-ventures entre les opérateurs. « La Zone franche de Nouadhibou, à 999 km de Dakar, est ouverte pour vous. Elle offre des avantages comparatifs importants pour les opérateurs en contribuant à la transformation locale des ressources halieutiques et des minerais». Notre conscience est interpellée tous les jours face à l'exode des jeunes, c'est de notre responsabilité et celle de nos partenaires, a déclaré M. Ba.

Pour **Pierre Goudiaby ATEPA**, président du Club des Investisseurs du Sénégal, «de la Mauritanie à la Sierra Leone, nous avons 27 milliards de tonnes de minerais de fer soit 15 000 milliards de dollars. C'est pourquoi nous avons initié les nouvelles routes de l'acier et de l'aluminium. Les secteurs privés de nos pays peuvent développer ce corridor industriel pour lequel le Sénégal peut mettre en place 2 000 hectares à disposition. Ce sont ces défis là qui nous attendent». Et de poursuivre : « Si vous voulez que les jeunes ne prennent plus de pirogues, donnez leur des projets ». Et de rappeler l'engagement du G7 de mettre 600 milliards de dollars pour contrecarrer l'influence de la Chine. C'est du pain bénit pour nos pays, estime M. ATEPA. ■



## Session 2 : Opportunités d'investissements et Défis du Développement des secteurs privés Sénégalais et Mauritanien



Pierre Goudiaby ATEPA, président du Club des Investisseurs du Sénégal.

Ce panel a été modéré par **Alice Ouedraogo**, Représentante de la Société Financière Internationale en Mauritanie. Etaient présents, **Pierre Goudiaby Atepa**, président du CIS, **Sidi Khalifou**, président du Club des entrepreneurs de Mauritanie, **Ahmed Baya**, universitaire et entrepreneur. Le défi est un et unique : vaincre la pauvreté, créer de la richesse, déclare le président du CIS pour qui la Banque Mondiale a été jusque-là timide dans l'accompagnement de nos pays. « Il faut changer les paradigmes et aller au-delà de l'assistance ». Pour Sidi Khalifou, la question des ressources humaines et l'accès au capital constituent les deux défis. De son côté, Ahmed Baya estime que l'intégration des jeunes est important et il faudrait leur donner confiance et visibilité. Pour la représentante de la Banque Mondiale à ce panel, c'est le secteur privé qui constitue le moteur du développement. Au Sénégal, le secteur formel est étroit et ne permet pas de créer des emplois de qualité. Un défi dans un pays où 75% de la population a moins de 35 ans. Plus de 300 000 jeunes entrent dans le marché de travail chaque année. Seulement 1,3% du nombre total d'entreprises formelles au Sénégal emploient 5 personnes et plus. Seulement 8% des emplois sont créés par le secteur privé. En d'autres termes, 90% des emplois sont informels. Quelque 95% des jeunes travaillent dans l'informel. Intervenant dans

ce panel, **Cheikh Tidiane SY**, Banquier, Industriel, Administrateurs de sociétés. Président Commission Technique CNP, a mis en exergue les contraintes de son secteur, notamment l'accès au foncier. Le deuxième aspect est la fiscalité, plus budgétaire qu'économique dans nos pays. « L'Etat taxe plus l'investissement que l'exploitation ». Concernant la formalisation, il y a le secteur privé utile et le secteur privé qu'il faut rendre utile. Sur le Sénégal et la Mauritanie, il y a la question de la convertibilité entre les deux monnaies. Concernant la nouvelle alliance africaine de l'acier et de l'aluminium, il y a déjà un accord entre trois pays et 800 hectares. Atepa appelle la Mauritanie à rejoindre l'alliance. « Nous souhaitons que les gouvernements du Sénégal et de la Mauritanie décident que le secteur privé des deux pays pourront accéder au gaz à un taux incitatif ». Pour Sidi Khalifou, le gouvernement doit promouvoir un secteur privé incitatif et dé-risquer les investissements, en facilitant l'accès à l'électricité. Le secteur privé doit être capable de se remettre en cause, d'investir et de se restructurer. Pour **Ahmed Baya**, PDG de Chemal Holding, la célérité de la justice est un facteur à prendre en compte. Monsieur Sy conclue en souhaitant que les Etats aident les agro-industriels à s'approvisionner localement. ■

# Session 3: Le rôle du secteur financier dans l'intégration économique entre le Sénégal et la Mauritanie



Pour **Mamadou Bocar Sy**, Directeur général de la BHS et Président de l'Association Professionnelle des Banques et Etablissements Financiers du Sénégal (APBEF) et de la Fédération Africaine des Professionnels de Banques et des Etablissements Financiers (FAPBEF) UEMOA, quand on parle de financement de la PME, il faut d'abord commencer par l'auto-entrepreneur. Celui-ci doit avoir une claire idée de son projet. «Le client connaît son métier, il sait qu'il a besoin de l'argent mais il ne sait pas comment l'utiliser». D'où la nécessité d'avoir un conseil. Les banques doivent travailler à maîtriser la périodicité des revenus des clients. Abordant le débat, **Olivier Kamanzi**, Financier et Président de la Chambre de Commerce Africaine de Chicago et PDG de GFG –AIG, a présenté la nécessité de compléter le financement bancaire par le marché des capitaux et le capital investissement. «La qualité du projet d'abord et la garantie ensuite facilitent l'accès la ressource », déclare **Barro Mohamed**, administrateur de l'IBM Bank. L'absence d'un marché des capitaux en Mauritanie restreint les possibilités de financement. Intervenant dans le panel, **Mamadou Faye**, Directeur Général de la Banque Nationale pour le Développement Economique (BNDE), a estimé que les PME qui représentent 90% des entreprises au Sénégal, génèrent 20% du PIB mais

sont malheureusement confrontées aux difficultés de l'accès au financement pour des problèmes de garantie et aussi en raison de réponses peu adaptées des banques à la problématique des PME-PMI. A la BNDE, une plateforme numérique avec des outils de traitement rapides permet de répondre aux demandes avec plus de célérité. En collaboration avec la Délégation générale à l'Entrepreneuriat Rapide des Femmes et des Jeunes (DER/FJ) et le fonds de garantie d'investissement prioritaire (FONGIP), un dispositif de co-financement et de mobilisation de garantie permet à la BNDE d'accompagner les PME-PMI ne disposant pas de garantie.

A titre d'exemple, 10 milliards de FCFA ont été mobilisés avec le FONGIP pour accompagner 64 projets. Avec la DER, c'est 27 milliards de FCFA pour plus de 2 000 projets financés. Une institution de finance islamique vient compléter l'offre. D'autres accompagnements passent par le crédit bail et le leasing permettant aux PME de faire des économies sur leurs levées de fonds, l'affacturage. Bref, l'accompagnement fait aux PME-PMI est une nécessité de l'avis du directeur général de la BNDE. «La banque n'a pas qu'un rôle de réceptacle des dépôts mais aussi d'accompagnement et de conseil dans la structuration des besoins de financement des clients ». La BNDE ambitionne de créer une



banque qui va être le trait d'union entre le Sénégal et la Mauritanie.

Pour sa part, **Pape Massal DIEYE**, Directeur Exécutif du FONSI - Fonds Souverain du Sénégal, a déclaré que l'ambition de départ du fonds souverain était d'aller chercher des partenaires co-investisseurs au local et à l'étranger pour dé-risquer des projets. Le Fonsis a investi 53 milliards pour 600 milliards de projets, soit un effet de levier de plus de 11x. L'Etat s'est créé ainsi de la marge budgétaire et libéré de l'argent pouvant être investi dans d'autres secteurs comme la Santé. Le Fonsis a donc permis de créer de l'espace budgétaire. Le Fonsis dispose de trois instruments de financement des PME en capital avec comme unique collatéral le succès des projets.

S'agissant des monnaies Franc CFA et Ouguiyas, **Mamadou Bocar Sy** estime que leurs différences n'est pas un obstacle au commerce, appelant les opérateurs des deux pays à travailler pour être complémentaires plutôt que concurrents. De son avis, «une banque à capitaux mixtes sénégal-mauritaniens est nécessaire pour impulser les échanges et les investissements entre les deux pays». Dans le cadre de la ZLECAF, le directeur général du FONSI estime nécessaire qu'il y ait des jeux d'alliances et des synergies capables de créer une valeur ajoutée additionnelle. Le docteur Kamanzi demande aux pays africains à inciter la diaspora et la communauté noire américaine, qui dispose de 1 300 milliards de dollars de capacité d'investissement, à investir au Sénégal et en Mauritanie.

Présent dans la salle, **Mohamed Lamine Mbacké**, président de l'institut africain de finance islamique, appelle les deux pays à s'intéresser à la finance islamique, des actifs de 4 000 milliards de dollars dont seulement 5% vont à l'Afrique. Les deux pays suscitent énormément de demande en produits

islamiques comme les fonds Moudaraba assimilables au capital investissement et à la microfinance islamique.

En conclusion, déclare, Olivier Kamanzi, il faudrait une intégration financière pour accompagner les échanges entre les deux pays. L'accès aux capitaux étrangers à coûts et taux d'intérêts bas s'avère aussi indispensable. De même que l'accès aux technologies à travers des cadres réglementaires adaptés. Pour monsieur Barro, la valorisation des ressources naturelles passe par une synergie des compétences et l'engagement de l'Etat à faciliter le cadre législatif.

Mamadou Bocar Sy, Directeur général de la BHS et Président de l'Association Professionnelle des Banques et Etablissements Financiers du Sénégal (APBEF) et de la Fédération Africaine des Professionnels de Banques et des Etablissements Financiers (FAPBEF) UEMOA a laissé entendre qu'une convention est en cours de signature avec l'Association Professionnelle des Banques de Mauritanie.

Serges ADINGNI, Directeur Général Adjoint du Groupement Interbancaire Monétique de l'Union Economique et Monétaire OuestAfricaine (GIM-UEMOA) et Amar Yacoub, Directeur Général Groupement Interbancaire de Monétique et des Transactions Electroniques (GIMTEL) ont mis en exergue les possibilités offertes par la monétique et les plateformes de paiement. GIM-UEMOA fédère un réseau monétique diversifié couvrant les 8 pays de l'UEMOA. Le défi restant pour les deux opérateurs de faciliter une intégration complète et instantanée entre le wallet et le compte bancaire, l'interopérabilité bancaire étant acquise. ■

# Session 4: Développement des secteurs extractifs - Quels dividendes pour les secteurs privés sénégalo-mauritaniens



Modéré par **Cheikh Niane**, Secrétaire Général du Ministère de l'Énergie, du Pétrole et des Mines du Sénégal, ce panel est revenu sur les atouts des deux pays dans le secteur extractif en revenant sur l'apport du contenu local. **Chamsdine Sow DEINA**, Directeur Général du Pétrole et de l'Hydrogène Bas-carbone - Ministère de l'Énergie et du Pétrole-Mauritanie, a d'abord présenté le potentiel de la Mauritanie ainsi que les projets en cours. Le pays dispose de deux bassins sédimentaires. Le bassin sénégalo-mauritanien, qui s'étend en partie sur la Mauritanie, le Sénégal, la Gambie, la Guinée et la Guinée Bissau et le bassin de Taoudeni, l'un des plus grands bassins d'Afrique, situé à l'Est avec 1,5 million de kilomètres carrés. L'exploration pétrolière a démarré en Mauritanie dans les années 60. Jusqu'ici plus de 110 000 sismiques km<sup>2</sup> 3D et 105 000 sismiques km<sup>2</sup> 2D ont été explorées. Une dizaine de découvertes ont eu lieu. La première a été faite en 2001 par Woodside Energy. Ce champ a été actif de 2006 à 2017. Il y a eu d'autres découvertes dont Banda. En 2013, Kosmos Energy est arrivé sur le bloc C8 puis c'est la découverte du champ gazier GTA.

De son côté, **Papa Samba BA**, Directeur des Hydrocarbures du Sénégal, est revenu sur le processus de découvertes des hydrocarbures au Sénégal, de Sangomar à GTA. L'exploitation

commune du GTA (capacité de 25 TCF) est un ciment entre les deux pays, les deux secteurs privés. Parlant de l'avancement du projet, les unités de production et de liquéfaction sont en place pour une production à la fin de l'année. L'exportation de la première cargaison est attendue dans le premier trimestre 2025. Le Sénégal a mis en place un schéma directeur pour le pétrole et gaz. Dans les axes de développement, il y a le Gas to Power et le Gas to Industry avec la production des engrais à haute valeur ajoutée. Le dernier axe est l'exportation du GNL avec en perspective un hub sénégalo-mauritanien de GL.

Dans ce contexte, le secteur privé a un rôle important à jouer, déclare **Tahirou Diagne**, Directeur Général d'ECSEN S.A, filiale du groupe CSE. Partenaire de Maurilog, Ecsen SA travaille avec Technip. Le directeur général de Maurilog, Mohamedou Ould Abeih, a souhaité un partage d'expérience entre les secteurs privés des deux pays. Revenant sur les différents modèles de contenu local, du collaboratif mis en place par le Chili, pays qui n'a pas souhaité légiférer, privilégiant l'entente, en passant par le Brésil, l'Afrique du Sud, le Kazakhstan qui ont mis en place une réglementation stricte, imposant des quotas, en passant par le modèle très strict de la Tanzanie, modèle punitif qui a échoué par sa

rigidité, il y a beaucoup d'exemples dans le monde qui peuvent inspirer les deux pays. Insistant sur la transformation locale, M. Abbe a estimé que la tonne de bauxite à l'état brut coûte 65 dollars. Ce prix passe à 2 300 dollars une fois transformé en aluminium. La transformation nécessite de l'énergie, facteur en abondance en Mauritanie et au Sénégal. D'où la pertinence de développement de chaînes de valeur régionales. L'importance d'avoir un cadre réglementaire harmonisé a été mis en exergue par **Dr Mor BAKHOUM**, Secrétaire Technique du Comité National sénégalais de Suivi du Contenu Local, appelant à une harmonisation des cadres d'investissement entre les deux pays, avec des instruments harmonisés. Le Sénégal a un cadre réglementaire avec un comité technique pour le suivi du contenu local, un secrétariat ayant en charge la mise en œuvre des orientations nationales. Le régime exclusif est réservé aux entreprises nationales

et le régime mixte aux joint ventures. La Mauritanie est dans le processus d'adoption d'une loi sur le contenu local. «La réglementation fragmentée ne favorise pas les partenariats, ce qui est de nature à impacter le potentiel des deux secteurs privés». De son côté, Ismail Abd El Vetah, Directeur Général de la SMH, a évoqué les synergies importantes entre les deux pays. Quant à Hassana M'Beirick, Expert International et CEO Meen & Meen, il a présenté la stratégie Gas Master Plan de Mauritanie, en équation avec le plan sénégalais. Le contrat du GTA dans sa phase 1 prévoit 2,3 millions de tonnes par an. Les deux pays reçoivent chacun 35 millions de pied cubes standard par jour. Que peut-on faire avec ce volume ? «La phase 2 est à 5 millions de tonnes et non 7, 5 millions et la phase 3 a disparu des dernières présentations de BP», explique l'expert qui demande aux Etats une vigilance accrue sur les volumes et les durées des différentes phases. ■

## Session 5: L'eau comme source de développement intégré et de cohésion sociale



La question de l'eau doit être abordée de manière globale, déclare d'emblée **Dr Boubacar BARRY** Hydraulicien, Chercheur Associé. 68% des bassins africains sont transfrontaliers. La création de l'OMVS est à saluer. L'eau est un vecteur de paix dans le Sahel. Il y a 100 fois plus de l'eau dans la terre qu'à la surface d'où une invention d'une nouvelle forme de gouvernance de l'eau et de l'investissement. L'OMVS devrait développer des sociétés d'exploitation du

fleuve. Même du point de vue financement, il faut copier des modèles comme ceux de la Tennessee Valley Authority. Le volet transport va être développé constituant un facteur d'intégration et de développement. Le fleuve et l'OMVS peuvent être le cordon ombilical et la voie de sortie de tout le Sahel avec un port à Kayes pouvant sortir du coton et du riz. Le Mali à 1 400 000 hectares de terres irrigables. De quoi nourrir toute la région.

La navigabilité du fleuve est stratégique comme le Rhin, le Danube, etc. **Madické Mbodj**, directeur général de la Sogenav, estime que le coût de la navigabilité est de 310 milliards de FCFA. Le financement acquis initialement avec Exim bank India a été annulé. Prenant la parole, **Youssof KAMARA** Directeur Général de la SOGED, a présenté le barrage de Diama, construit en 1986, pour empêcher les remontées salées et pour l'agriculture irriguée et l'alimentation en eau potable. Grâce au barrage de Diama, on a la possibilité d'avoir trois campagnes agricoles, sur des périmètres irrigués au Sénégal et en Mauritanie. L'alimentation en eau potable es aujourd'hui assurée pour les deux capitales, Nouakchott, alimentée à 100%, et Dakar, alimentée à 50% à partir de Lac de Guiers.

Le barrage est également un ouvrage de franchissement, un pont routier entre les deux pays quoique avec un problème de continuité de la route sur la rive droite. Pour sa part, **Abdoulaye DIA**, directeur général de la société d'exploitation de manantali et felou sa (SEMAF), a présenté le réseau de transport d'énergie où l'OMVS va de l'énergie aux trois sociétés d'électricité. Le barrage de Manantali stocke près de 10 milliards de mètres cubes. Le barrage de Manantali continue de réguler l'eau et de prévenir les crues avec le barrage de Diama. L'OMVS dispose d'une puissance installée de 400 MW d'énergie propre à un coût de 40 francs le KWH. Nos différents pays produisent leurs

kilowatt heure entre 100 et 200 francs. Ensemble, les trois pays créent une ceinture de sécurité de résilience qui s'étendra bientôt aux 14 pays de l'OMVS à travers le Système d'échange d'énergie électrique ouest africain (EEEOA), (en anglais : West African Power Pool, WAPP) et, côté OMVS, à travers la Société de Gestion de l'Energie de Manantali (SOGEM). En prévision du gaz de Banda, la ligne Tobène Saint-Louis - Nouakchott a été construite et sert aujourd'hui à des échanges d'énergie entre la Sénélec et la Somelec.

Pour **Cherif Nehma AIDARA**, Directeur général de 3MD Energy, le secteur privé pourrait aider l'OMVS à relever le défi. «Nous sommes une unité de production de postes préfabriqués. En 2015, nous avons modernisé les centres de distribution pour les rendre compacts. La sous région ouest-africaine importe 4 à 5 milliards de dollars de produits électriques. Notre objectif est d'installer des unités industrielles de fabrication de matériel électrique pour sortir de la dépendance, créer des emplois et de la valeur ajoutée locale». 3MD Energy a permis à la Sénélec, et donc à l'Etat sénégalais, de faire une économie de 10 milliards de FCFA. «Nos produits sont homologués au Sénégal et dans la sous région, homologués par les régies d'électricité de la Côte d'Ivoire, du Bénin et du Togo.

En guise de conclusion, **Dr Boubacar Bary** appelle à une synergie des politiques de l'eau avec l'OMVS comme locomotive. ■

## Session 6: Mise en œuvre de la ZLECAF Défis et perspectives pour les secteurs privés sénégalais et mauritaniens





**Makhtar LAKH**, Secrétaire Général du Ministère du Commerce et de l'Industrie du Sénégal, a présenté les enjeux de la ZLECA, appelant les deux pays à relever un certain nombre de défis. **Mohamed HANINE**, Directeur Supports à la Chambre de Commerce, d'Industrie et d'Agriculture de Mauritanie (CCIAM) relève différents défis à l'échange : l'absence des infrastructures et les chemins de fer causant des coûts logistiques élevés. Même si la ZLECAF vise à supprimer les barrières douanières sur 90%, les barrières non tarifaires constituent un obstacle. Les tracasseries et les procédures lourdes entravent le commerce intra-africain. L'autre défi c'est la compétitivité des entreprises locales et la concurrence accrue de produits venant d'autres pays. Les PME peuvent s'avérer vulnérables face aux géants. La capacité institutionnelle et réglementaire est à renforcer en perspective de la ZLECAF. De même que l'harmonisation des politiques commerciales. Le financement et l'aspect au crédit constitue une difficulté énorme. S'agissant spécifiquement des secteurs privés des deux pays, ils auront à travers la ZLECA, l'opportunité d'élargir leurs exportations. De son côté, **Ansou Souba Badji**, Directeur du Commerce Extérieur du Sénégal, déplore le fait qu'il est plus cher de faire du commerce entre pays africains qu'avec la Chine du fait de l'absence des infrastructures logistiques. «Au niveau de notre continent, nous importons beaucoup de produits alimentaires, il faudrait inverser la donne en imposant des règles d'origines préalable aux chaînes de valeur ». Intervenant dans le débat, **Mohamed Lemine Vayda**, Directeur du Commerce Extérieur de la Mauritanie, est revenu sur le processus de libéralisation dans le cadre de la ZLECAF. « Il s'agit d'un démantèlement tarifaire graduel, avec la liste de la catégorie A, soit 90% des

produits qui seront libéralisés sur treize ans pour les pays les moins avancés et 10 ans pour les autres. Ensuite, la liste des produits B dits sensibles qui représente 5%, qui seront libéralisés sur dix ans pour les pays les moins avancés et 5 ans pour les autres. Et il y a 5% de produits dits stratégiques qui sont exclus de l'accord ». A l'heure actuelle, 54 pays ont signé et 47 ont ratifié. Dans la zone CEDEAO, le Bénin et la Sierra Léone n'ont pas encore ratifié, prenant en otage toute la région. La ZLECAF va booster les investissements et jouer un rôle de catalyseur pour le commerce entre les deux pays et la création des activités tertiaires.

Pour Dr. Moubarek LO, Ingénieur Statisticien-Économiste, il y a une fenêtre d'opportunité entre le Sénégal et la Mauritanie. «Les deux dirigeants travaillent ensemble. L'impératif est de transformer les opportunités et bâtir un partenariat diversifié entre les deux pays. Le Sénégal et la Mauritanie doivent négocier un partenariat fort pour aller ensemble dans la ZLECAF et gagner ensemble». Tous les pays africains qui se sont industrialisés ont commencé par les services à l'instar de Singapour. De l'avis de l'économiste, les pays qui ne sont pas industrialisés seront perdants dans la ZLECAF. Et de suggérer de mettre en place un comité stratégique multi-secteurs entre les deux pays. La baisse des tarifs est importante dans la ZLECAF mais c'est plutôt la baisse des barrières non tarifaires qui est impactante. Les deux pays devront identifier ensemble leurs avantages compétitifs. Pour sa part, Sidi M. Benchekroun, Administrateur GDS Africa, a invité les deux pays à renforcer leur intégration, en développant les moyens de communication et de transport et en mettant en place des fonds souverains structurants pour mettre en valeur des ressources. ■

# Table ronde: Comment faire du secteur privé un puissant levier de développement et de transformation agricole



**Ousmane MBAYE**, Secrétaire Général du Ministère de l'Agriculture de l'Équipement rural et de la Souveraineté alimentaire, estime qu'il y a des opportunités immenses. La vallée du fleuve Sénégal offre 300 000 hectares à valoriser. Il y a certes des contraintes logistiques et de financement. Sur l'axe Mauritanie – Sénégal, l'accompagnement bancaire et financier des opérateurs reste à développer.

Pour **M. Papa Mody Ndiaye**, Directeur général BCI- Sénégal, il faut une approche risque bien adaptée car les fonds existent. L'agriculteur doit changer d'approche et en quelque sorte vendre, avoir une idée de la valeur de sa récolte, avant même sa production.

**Mody Diassé**, Country Manager et West Africa Sales Manager for Go&Grow Farm Solutions, attire l'attention sur la rareté de la main d'œuvre et invite les autorités à faire tout pour stopper l'immigration clandestine.

**Zeyda Moussoukoro MBAYE**, apporte la dimension genre, demandant à prendre en compte les coopératives féminines très actives sur le commerce transfrontalier et l'économie sociale.

**BARO Mohamed**, Administrateur Chargé des Affaires Internationales de la IBM-Mauritanie, rappelle que la banque est là pour conseiller et trouver des solutions. ■

## Discours de clôture

**SEM Serigne Guèye DIOP**, Ministre sénégalais de l'industrie et du Commerce, a exhortés les opérateurs économique do'euvrer à ce que les projets et les accords signés durant la première édition du FESM servent de base à une coopération durable et porteuse de prospérité. Le conseil d'affaires sénégal-mauritanien, les conventions entre les deux agences, les chambres de commerce, les clubs des investisseurs, les clubs des entrepreneurs sont des catalyseurs. «Ensemble, nous avons posé les jalons d'une collaboration renforcée». Reste à transformer ces opportunités en réalité tangible, en opportunités. Motion spéciale au Conseil National du Patronat du Sénégal, l'Union Nationale du Patronat Mauritanien et l'Ambassade du Sénégal en Mauritanie.



# Recommandations

- La réouverture du corridor routier Sénégal-Mauritanie.
- Pour GTA, l'unité mixte pour la partie fiscale est une initiative à compléter sur les parties Douane et Maritime afin d'arriver à une unité mixte globale.
- Institutionnalisation des programmes transfrontaliers avec l'aide du système des Nations Unies.
- Développer des chaînes de valeur intégrées dans l'Agriculture, l'élevage et la pêche.
- Instaurer la libre circulation notamment au profit des jeunes.
- Institutionnaliser le FESM sous forme d'une plateforme d'action.
- La chambre africaine de Chicago se propose d'accompagner et de faciliter les échanges entre la diaspora et les opérateurs économiques de Mauritanie et du Sénégal.
- Demande d'harmonisation, de mise à niveau et d'intégration des deux cadres de contenu local.
- Mutualisation des ressources humaines, de la formation du personnel et des conventions collectives.
- Le Sénégal et la Mauritanie doivent négocier un partenariat fort pour aller ensemble dans la ZLECAF et gagner ensemble.
- Appel à mise en place d'un comité stratégique multi)secteurs entre les deux pays.
- Dans le local cotent, faire en sorte que les primes d'assurance restent dans les deux pays et aident à financer l'économie.

# Press Book

RTS1, Radio Télévision Sénégalaise

## **Renforcement des relations bilatérales , le ministre mauritanien de l'énergie reçu par le président Faye**

<https://www.rts.sn/actualite/detail/a-la-une/renforcement-des-relations-bilaterales-le-ministre-mauritanien-de-lenergie-recu-par-le-president-faye>

Agence Al Wiam, Mauritanie

## **Le président sénégalais Bassirou Diomaye Faye accorde une audience à la délégation mauritanienne participante au Forum économique Sénégal-Mauritanie**

<https://alwiam.info/fr/ar/14304>

Lejecos, le journal de l'économie sénégalaise

## **Première édition du FESM: Serigne Gueye Diop salue l'évolution des échanges entre les deux pays**

[https://www.lejecos.com/Premiere-edition-du-FESM-Serigne-Gueye-Diop-salue-l-evolution-des-echanges-entre-les-deux-pays\\_a27409.html](https://www.lejecos.com/Premiere-edition-du-FESM-Serigne-Gueye-Diop-salue-l-evolution-des-echanges-entre-les-deux-pays_a27409.html)

Financial Afrik, panafricain

## **Au FESM 2024, les ministres saluent une coopération qui a résisté au temps et déplorent le potentiel peu exploité**

<https://www.financialafrik.com/2024/10/01/au-fesm-2024-les-ministres-saluent-une-cooperation-qui-a-resiste-au-temps-et-deplorent-le-potentiel-peu-exploite/>

Kassataya, Mauritanie

## **Forte affluence attendue au Forum Économique Sénégal Mauritanie (FESM)**

<https://kassataya.com/2024/09/30/forte-affluence-attendue-au-forum-economique-senegal-mauritanie-fesm/>

RTS

**Retour en images sur la première édition du Forum Économique Sénégal-Mauritanie.**

<https://www.facebook.com/watch/?v=513724668089940>

APA News

**1ere ÉDITION DU FORUM ÉCONOMIQUE SÉNÉGAL-MAURITANIE (FESM)**

<https://fr.apanews.net/photos/1ere-edition-du-forum-economique-senegal-mauritanie-fesm/>

Medi 1 News

**Première édition du forum économique Sénégal-Mauritanie**

<https://www.medi1news.com/fr/article/330105.html>

APS

**Tag Archives: Forum économique Sénégal Mauritanie : la transition énergétique au cœur des débats**

<https://aps.sn/tag/forum-economique-senegal-mauritanie-la-transition-energetique-au-coeur-des-debats/>

Journal du Sénégal

**Premier Forum Économique Sénégal-Mauritanie**

<https://www.journaldusenegal.com/premier-forum-economique-senegal-mauritanie-un-tour-nant-decisif-pour-la-cooperation-energetique/>

Ndar Info

**Coopération douanière entre le Sénégal et la Mauritanie : Une visite marquante à Dakar**

[https://www.ndarinfo.com/Cooperation-douaniere-entre-le-Senegal-et-la-Mauritanie-Une-vi-site-marquante-a-Dakar\\_a39304.html](https://www.ndarinfo.com/Cooperation-douaniere-entre-le-Senegal-et-la-Mauritanie-Une-vi-site-marquante-a-Dakar_a39304.html)

Senepius

**Les points d'achoppement a l'integration économique sénégal-mauritanienne**

<https://www.senepius.com/economie/les-points-dachoppement-lintegration-economique-senegal>

Financial Afrik

**Forum Économique Sénégal-Mauritanie: temps forts (photos et videos )**

<https://www.financialafrik.com/2024/10/01/forum-economique-senegal-mauritanie-temps-forts-photos-et-videos/>

Financial Afrik

## **Forum Économique Sénégal-Mauritanie: genèse et perspectives, avec l'ambassadeur Babacar Sané Ba**

<https://www.financialafrik.com/2024/10/06/forum-economique-senegal-mauritanie-genese-et-perspectives-avec-lambassadeur-babacar-sane-ba/>

Financial Afrik

## **Entretien exclusif avec Leila Bouamatou au Forum Économique Sénégal Mauritanie (FESM)**

<https://www.financialafrik.com/2024/09/30/entretien-exclusif-avec-leila-bouamatou-au-forum-economique-senegal-mauritanie-fesm/>

Senenews

## **Energie : Birame Souleye Diop révèle le nouveau partenariat signé avec la Mauritanie**

[https://www.senenews.com/actualites/economie/energie-birame-souleye-diop-revele-le-nouveau-partenariat-signe-avec-la-mauritanie\\_510353.html#google\\_vignette](https://www.senenews.com/actualites/economie/energie-birame-souleye-diop-revele-le-nouveau-partenariat-signe-avec-la-mauritanie_510353.html#google_vignette)

Financial Afrik

## **Naissance du conseil d'affaires Sénégal-mauritanien**

<https://www.financialafrik.com/2024/10/02/naissance-du-conseil-daffaires-senegal-mauritanien/>

Medi1 TV Afrique

## **Première édition du Forum Economique Sénégal Mauritanie**

<https://www.youtube.com/watch?v=6Qyh4gS3ul4>

RTS

## **Ouverture du forum et réception présidentielle**

[https://www.google.com/search?q=Forum+%C3%A9conomique+s%C3%A9n%C3%A9gal+Mauritanie&sca\\_esv=969a37d7d8df40c7&rlz=1C5CHFA\\_enSN1077SN1077&biw=1972&bih=1032&tbm=vid&ei=3\\_wWZ4D8J8Gli-gP39X1kQg&ved=0ahUKEwjA566g6KcJAxBxAlH-Hd9qPYIQ4dUDCA0&uact=5&oq=Forum+%C3%A9conomique+s%C3%A9n%C3%A9gal+Mauritanie&gs\\_lp=Eg1nd3Mtd2l6LXZpZGVvliZGb3J1bSDDqWNvbm9taXF1ZSBzw6luw6lnYWwgTWF1cmI0YW5pZTIFECEYoAFI\\_i5QAFimKnAAeACQAQCYAZIBoAHAHqoBB-DAuMzW4AQPIAQD4AQGYAiOgAvoewgILEAAYgAQYsQMYgwHCAg4QABiABBixAxiDARiKBcICCBAAGIAEGLEDwglFEAAygATCAggQABiABBiiBJgDAJIHBDauMzWgB\\_9z&scient=-gws-wiz-video#fpstate=ive&vld=cid:d313e580,vid:sGOdrTkSZh4,st:0](https://www.google.com/search?q=Forum+%C3%A9conomique+s%C3%A9n%C3%A9gal+Mauritanie&sca_esv=969a37d7d8df40c7&rlz=1C5CHFA_enSN1077SN1077&biw=1972&bih=1032&tbm=vid&ei=3_wWZ4D8J8Gli-gP39X1kQg&ved=0ahUKEwjA566g6KcJAxBxAlH-Hd9qPYIQ4dUDCA0&uact=5&oq=Forum+%C3%A9conomique+s%C3%A9n%C3%A9gal+Mauritanie&gs_lp=Eg1nd3Mtd2l6LXZpZGVvliZGb3J1bSDDqWNvbm9taXF1ZSBzw6luw6lnYWwgTWF1cmI0YW5pZTIFECEYoAFI_i5QAFimKnAAeACQAQCYAZIBoAHAHqoBB-DAuMzW4AQPIAQD4AQGYAiOgAvoewgILEAAYgAQYsQMYgwHCAg4QABiABBixAxiDARiKBcICCBAAGIAEGLEDwglFEAAygATCAggQABiABBiiBJgDAJIHBDauMzWgB_9z&scient=-gws-wiz-video#fpstate=ive&vld=cid:d313e580,vid:sGOdrTkSZh4,st:0)

APS

## **FESM : la transition énergétique au cœur de la question**

<https://www.youtube.com/watch?v=XoO80Jkacpl>

APS

## **FESM : création d'un cadre de concertation entre les hommes d'affaires du Sénégal et de la Mauritanie**

[https://www.google.com/search?q=Forum+%C3%A9conomique+s%C3%A9n%C3%A9gal+Mauritanie&sca\\_esv=969a37d7d8df40c7&rlz=1C5CHFA\\_enSN1077SN1077&tbm=vid&ei=U\\_0WZ-Lg-K76Ki-gPmlf0qAE&start=10&sa=N&ved=2ahUKEwii1trX6KCJAxU-xQIHHZgDHRUQ8tMDe-gQIDxAE&biw=1972&bih=1032&dpr=2#fpstate=ive&vld=cid:9e8d92f7,vid:--puWX4zF34,st:0](https://www.google.com/search?q=Forum+%C3%A9conomique+s%C3%A9n%C3%A9gal+Mauritanie&sca_esv=969a37d7d8df40c7&rlz=1C5CHFA_enSN1077SN1077&tbm=vid&ei=U_0WZ-Lg-K76Ki-gPmlf0qAE&start=10&sa=N&ved=2ahUKEwii1trX6KCJAxU-xQIHHZgDHRUQ8tMDe-gQIDxAE&biw=1972&bih=1032&dpr=2#fpstate=ive&vld=cid:9e8d92f7,vid:--puWX4zF34,st:0)

APS

## **Un Forum, succès excellent**

[https://www.google.com/search?q=Forum+%C3%A9conomique+s%C3%A9n%C3%A9gal+Mauritanie&sca\\_esv=969a37d7d8df40c7&rlz=1C5CHFA\\_enSN1077SN1077&tbm=vid&ei=U\\_0WZ-Lg-K76Ki-gPmlf0qAE&start=10&sa=N&ved=2ahUKEwii1trX6KCJAxU-xQIHHZgDHRUQ8tMDe-gQIDxAE&biw=1972&bih=1032&dpr=2#fpstate=ive&vld=cid:8032512e,vid:qPqozRlxGTc,st:0](https://www.google.com/search?q=Forum+%C3%A9conomique+s%C3%A9n%C3%A9gal+Mauritanie&sca_esv=969a37d7d8df40c7&rlz=1C5CHFA_enSN1077SN1077&tbm=vid&ei=U_0WZ-Lg-K76Ki-gPmlf0qAE&start=10&sa=N&ved=2ahUKEwii1trX6KCJAxU-xQIHHZgDHRUQ8tMDe-gQIDxAE&biw=1972&bih=1032&dpr=2#fpstate=ive&vld=cid:8032512e,vid:qPqozRlxGTc,st:0)

FESM

## **FESM: Entretien exclusif avec Ahmed KHATTRY**

[https://www.google.com/search?q=Forum+%C3%A9conomique+s%C3%A9n%C3%A9gal+Mauritanie&sca\\_esv=969a37d7d8df40c7&rlz=1C5CHFA\\_enSN1077SN1077&tbm=vid&ei=U\\_0WZ-Lg-K76Ki-gPmlf0qAE&start=10&sa=N&ved=2ahUKEwii1trX6KCJAxU-xQIHHZgDHRUQ8tMDe-gQIDxAE&biw=1972&bih=1032&dpr=2#fpstate=ive&vld=cid:838cf70d,vid:lbw\\_tDI5yFQ,st:0](https://www.google.com/search?q=Forum+%C3%A9conomique+s%C3%A9n%C3%A9gal+Mauritanie&sca_esv=969a37d7d8df40c7&rlz=1C5CHFA_enSN1077SN1077&tbm=vid&ei=U_0WZ-Lg-K76Ki-gPmlf0qAE&start=10&sa=N&ved=2ahUKEwii1trX6KCJAxU-xQIHHZgDHRUQ8tMDe-gQIDxAE&biw=1972&bih=1032&dpr=2#fpstate=ive&vld=cid:838cf70d,vid:lbw_tDI5yFQ,st:0)

# **PHOTOS du FESM**

<https://flic.kr/s/aHBqjBKBCk>

